

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

| | Un an | 6 mois | 3 mois |
|--------------------|--------|--------|--------|
| Suisse | Fr. 20 | 10 50 | 5 50 |
| Union postale..... | » 36 | 18 50 | 9 50 |

Prix du numéro : 10 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGEL

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Maurice, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre (avec le commencement du feuilleton) aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 10 décembre 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Les importants événements qui se sont produits en Suisse depuis quelques jours ne nous ont pas permis de relever ici ceux qui ont marqué la politique étrangère.

C'est d'abord l'interpellation Cavallotti au parlement italien, dont le télégraphe nous a marqué les principales phases. L'extrême-gauche a fait le procès de la politique ecclésiastique du cabinet Rudini et, par contre-coup, elle a critiqué son attitude à l'extérieur.

Les paroles du comte Kalnoky à la Chambre autrichienne rendaient facile la seconde partie de cette tâche. On avait annoncé que l'alliance de l'Autriche et de l'Allemagne, quoique comportant des ressources hors de proportion avec les ressources de l'Italie, était indispensable pour défendre la possession de Rome contre les attaques du pape et de la France. Qu'arrive-t-il ? Les représentants autorisés de la France se réjouissent officiellement de ce que la ville éternelle est aujourd'hui la capitale de l'Italie. Ceux de l'Autriche au contraire déclarent que la question romaine n'est pas résolue et que le souverain-pontife ne jouit pas de la liberté à laquelle il a droit. Ces incidents, futiles en apparence, renversent tous les sophismes par lesquels on a cherché à justifier la triple alliance au point de vue italien.

L'ordre du jour voté par la majorité ministérielle ne dit pas un mot de la politique extérieure du gouvernement. Par contre il approuve la ligne de conduite de M. di Rudini en matière ecclésiastique. A cet égard, le ministère a nettement déclaré qu'il maintiendrait et observerait la loi des garanties. C'était là un terrain solide sur lequel il a groupé une très forte majorité modérée.

Le débat a été signalé par la rentrée en scène de M. Crispi, qui a vivement pris à partie ses successeurs et déclaré que, dans la situation actuelle, il faudrait modifier le *statu quo* et restreindre la liberté d'allures du pape, ce dont l'ex-ministre ne s'était point avisé tant qu'il fut au pouvoir.

Le succès de M. Crispi n'a pas été grand. Il jouit actuellement de la plus légitime impopularité. C'est même autour d'un de ses lieutenants de jadis, M. Zanardelli, ex-garde des sceaux, que l'opposition au cabinet actuel paraît se grouper. Ce personnage devient le candidat de la gauche avancée à la succession éventuelle du marquis di Rudini.

Mais celle-ci, à moins d'imprévu, n'est pas près de s'ouvrir. L'ordre du jour de confiance a été voté par 248 voix contre 96. C'est une majorité imposante. Elle renferme tous les éléments modérés de la Chambre, et on a vu venir à elle le groupe piémontais de M. Giolitti, qui s'était jusqu'ici tenu à l'écart.

Fort de ce premier succès, le cabinet va entrer dans le vif des questions financières et économiques soulevées par le programme de M. Luzzatti. Là, de grosses difficultés l'attendent.

FEUILLETON DE LA GAZETTE

AMOUR DE JEUNE FILLE

par M^{me} E. CARO

Nous n'avons personne à qui nous puissions nous confier, personne que vous... Considérez-nous : que faire ?... Que devenir ? Ma mère, brisée de sanglots, vient de s'endormir, comme foudroyée, et je vous écris près d'elle à la clarté mourante de ma lampe qui s'éteint, et que je n'ose ranimer de peur de l'éveiller ; elle gémit encore et se débat dans son sommeil... Je ne sais si vous pourrez me lire, mes doigts tremblent si fort que je puis à peine tenir ma plume. Il faut bien pourtant vous dire ce qui s'est passé... Ça été comme un rêve horrible, une vision de l'enfer... et si rapide ! quelques heures... J'étais si heureuse !... Mon Dieu ! quelques heures ont suffi pour me mettre la mort dans l'âme... Mais ce n'est pas de moi que je dois parler... Arthur est arrivé hier soir ; nous étions au boulevard, gai et tout tranquille. Il est entré dans la maison, sans bruit, sournoisement, comme autrefois... J'ai entendu le frôlement sinistre le long du corridor ; je voulais douter... Et c'était lui pourtant ! Dès que Bertrand a été parti, il s'est montré... J'ai eu à sa vue comme un coup dans la poitrine... Il y avait en son air quelque chose d'égaré, d'inquiet... Pourtant il a expliqué avec assez de calme son arrivée subite : M. Lévy-Nash l'envoyait à Bruxelles pour une mission secrète, importante, et qui ne souffrait pas de retard ; il n'avait pas voulu traverser notre ville sans nous voir... Tout cela d'une haleine, comme une chose apprise et récitée... Puis, tout à coup, il a parlé d'argent, réclamé sa part de l'héritage de mon père, et, comme, forte de vos conseils, ma mère résistait, il s'est emporté, nous a injuriés et menacés ; oui, il est allé jusqu'à menacer ma mère, qui, de guerre lasse, a fini par lui donner

Mardi après-midi, le Reichstag a été saisi du texte des traités depuis si longtemps attendus. Ce sont :

un traité de commerce et de douanes et convention relative aux épizooties avec l'Autriche-Hongrie ;

un traité de commerce, de douanes et de navigation avec l'Italie ;

un traité de commerce et de douanes avec la Belgique.

A peu près à la même heure, les parlements de Vienne, de Buda-Pest et de Rome étaient saisis de la contre-partie de ces documents.

Il nous est impossible d'analyser ici ces traités, qui remplissent 235 pages grand format. Mais la tendance en a peut-être été assez exactement indiquée en quelques mots : L'Allemagne a consenti à des réductions de droits considérables en faveur des produits agricoles de l'Autriche-Hongrie et des vins italiens. Elle a obtenu en échange des réductions pour les produits de son industrie. Le but a été, dit l'exposé des motifs, « d'accorder une » protection publique au travail national, tout » en tenant compte de la nécessité qui s'impose de conserver à l'industrie allemande » ses débouchés à l'étranger. » Aucune considération politique n'est invoquée dans le document. Il ne contient aucune allusion à la triple alliance. Mais les arguments de cette nature n'ont pas besoin d'être formulés tout haut pour qu'on les comprenne.

Quelques journaux, en Angleterre surtout, célèbrent l'événement sur le mode lyrique et y voient un fait politique très considérable, de nature à donner à réfléchir à la France, qui verse dans le protectionnisme, à la Russie qui veut s'isoler, et aux Etats-Unis, qui ont forgé contre l'Europe le bill Mac-Kinley.

En Allemagne même, on paraît trouver un peu anodins les avantages obtenus. Mais la satisfaction domine et les agrariens sont seuls à se plaindre avec amertume.

Les nouveaux traités resteront en vigueur jusqu'en 1903. C'est douze ans de stabilité au point de vue des tarifs. Les commerçants s'en félicitent.

La discussion a commencé hier au Reichstag. Sur la proposition du président, l'assemblée a décidé à l'unanimité moins treize voix conservatrices d'entrer en matière sans renvoyer les traités à une commission, de manière à pouvoir les voter avant Noël. Le prince de Bismarck, qui n'avait cessé d'annoncer qu'il combattrait le traité avec l'Autriche, n'a pas paru à Berlin. Peut-être y viendra-t-il, mais la chose est considérée comme improbable.

La presse londonienne est maintenant unanime à demander que les gouvernements européens agissent le plus promptement possible pour obtenir des autorités chinoises une vigoureuse répression des attentats contre les chrétiens.

Il peut paraître étrange au premier abord, que les journaux anglais parlent ainsi au moment même où des télégrammes triomphants annoncent la victoire des troupes impériales sur les rebelles du nord ; la vérité est qu'ils n'ont pas pris le change sur ces télégrammes. Il ne faut pas confondre les révoltes insignifiantes du nord de la Chine et les massacres qui ont eu lieu, sur un signal donné d'assez haut, dans les régions aussi éloignées les unes des autres que les provinces de Honpou, Shing-King et de Kirin. Les révoltes n'ont jamais inquiété que le gouvernement céleste ;

tout l'argent disponible qui était à la maison, — peu de chose en réalité ! Et puis il se contredisait ; après avoir affirmé que sa mission ne souffrait pas de retard, il a laissé passer tous les trains de jour pour Bruxelles et a décidé de prendre celui du soir... le dernier... Il semblait craindre d'être vu, reconnu... Tout cela était suspect. Vers le soir, je l'ai décidé à sortir avec moi... Nous avons marché au hasard dans la campagne sans rien trouver à nous dire jusqu'à ce que, hanté, lassé, il ait demandé à rentrer... Il allait devant moi, courbé, rasant les murs, et moi, voyant l'heure s'avancer, je pensais qu'il allait partir et que notre délivrance approchait, car ses violences nous avaient terrifiées. J'avais peur de lui. Arrivé devant la maison, il s'est retourné vers moi : « Tu es bien sûr qu'il n'est pas là ? » Il voulait parler de Bertrand. Je l'ai rassuré et il a pris la clef et ouvert la porte... Alors... Mais ce qui s'est passé, je ne saurais le dire. Ça été comme la foudre !... Un cri étouffé, un tumulte, des gémissements, avec la sensation de quelque chose d'effroyable, d'une catastrophe... d'une épouvante... Je l'ai vu entre deux hommes qui, de chaque côté, le tenaient, livide, défaillant... Ses yeux nageaient, à demi renversés !... Ah ! ce visage convulsé, ce regard d'agonie, comment les oublier jamais !

« Dans un coin, par terre, accroupie, ma mère se tortillait les bras en sanglotant... Il a balbutié : « Je suis innocent !... » deux fois d'une voix saccadée, étranglée, qui semblait sortir de dessous terre, et c'est tout. On l'a entraîné... il a disparu entre ses deux sinistres compagnons... sans un mot, sans un adieu... Nous ne savons rien de plus. Ceux qui l'ont arrêté n'ont pas pu ou voulu nous rien dire. La crainte nous est venue qu'il ait abusé de la confiance de M. Lévy-Nash et pris de l'argent peut-être... Si cela est, ne pourrait-on, en remboursant tout, arrêter les poursuites ? Rien ne nous coûterait pour le sauver. Il a dit : « Je suis innocent ! » Mais, il n'a pas demandé : « De quoi m'accusent-ils ? » C'est donc qu'il le savait... O vous, cher vieil ami, ne nous abandonnez pas dans notre détresse ; venez à notre secours.

mais la situation des Européens, des missionnaires et des Chinois convertis au christianisme n'a pas cessé de préoccuper l'opinion et c'est pour la protection de ceux-ci qu'elle élève la voix.

Il y a quelques jours, à une réunion de wesleyens, à Londres, le révérend David Hill, qui a passé vingt-sept ans en Chine, d'où il arrive, a très clairement indiqué la nature du mouvement :

« Il ne faut pas croire, a-t-il dit, que parce que les missionnaires chrétiens ont souffert, les Chinois aient une profonde haine contre le christianisme. Ils ont plutôt une profonde haine contre tous les étrangers, qui est la cause d'un mouvement général pour leur expulsion. Si les négociants avaient été en évidence dans les districts troubles autant que les missionnaires, ils auraient été l'objet de la même persécution. »

Il y a en Chine une vaste conspiration contre les étrangers, dont on cherche à provoquer le départ en les terrifiant, et cette conspiration a pour promoteurs non des sociétés secrètes, non des soldats licenciés, mais des mandarins.

« Si, dit le Journal des Débats, les puissances ne prennent pas immédiatement une attitude qui fasse comprendre au gouvernement chinois que les atterroissements et les échappatoires ne sont plus de saison, elles attireront sur elles, sur leurs nationaux, sur la Chine elle-même de très grands malheurs et elles seront obligées de prendre non plus une attitude mais des mesures énergiques d'une gravité extrême. »

Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 9 décembre.

Les débats de M. Lafargue. — Les préparatifs de l'interpellation Dide. — La rue Alphonse. — L'affaire Civry.

C'est décidément une excellente acquisition que la Chambre a faite en la personne de M. Lafargue. Il a suffi que le député de Lille prit à son compte une proposition d'amnistie, cette question irritante entre toutes, pour qu'elle fût refusée à une énorme majorité. Les radicaux ont tenu à honneur de ne pas marcher d'accord avec lui ; M. de Mun, au nom des socialistes-catholiques, a déclaré qu'il ne voterait pas une mesure de clémence qui ne profiterait qu'aux agitateurs de la classe ouvrière ; les socialistes proprement dit ont même fait leurs réserves, par l'organe de M. Dumay, si bien que le malencontreux auteur de la proposition est resté avec une minorité d'une centaine de voix, dont les boulangistes forment à peu près les tiers.

Par surcroît de mauvaise fortune, la Chambre n'a cessé de s'égayer aux dépens de l'orateur, et M. Floquet lui-même, en dépit de la gravité de ses fonctions, l'a accablé parfois sous des remarques d'une ironie étudiée. M. Lafargue aurait été mieux avisé sans doute en ajournant ses débuts à un moment où la fâcheuse impression causée par la discussion de sa carrière passée aurait été un peu oubliée.

Je dois renvoyer à demain les quelques réflexions que suggéreront le débat de l'interpellation Dide devant le Sénat, car le télégraphe vous apportera ce soir la solution de la discussion, dont je ne pouvais vous rapporter que le commencement, c'est-à-dire la partie la moins importante.

Hier, les quatre groupes de gauche du Sé-

nat ont discuté en commun la question, et bien qu'aucune décision n'ait été prise, il ne sera pas sans intérêt d'indiquer les divers ordres du jour proposés par chacun d'eux. Les voici, dans l'ordre de la gradation des nuances politiques :

Centre gauche :

Le Sénat, considérant que le gouvernement, tout en maintenant les droits de l'autorité civile, persistera dans une politique concordataire.

Gauche républicaine :

Le Sénat, confiant dans la vigilante fermeté du gouvernement pour assurer les droits de l'autorité civile et le respect des droits de l'Etat, passe à l'ordre du jour.

Union républicaine :

Le Sénat, considérant que la subordination des Eglises à l'Etat est la condition nécessaire de la paix publique, invite le gouvernement à faire respecter et à appliquer strictement les lois qui règlent les rapports de l'Eglise et de l'Etat.

Enfin, l'Union démocratique, un groupe récent dont le président est M. Ranc, propose de dire :

Le Sénat, considérant que la recrudescence des menées ultramontaines constitue un danger permanent, invite le gouvernement à user de tous les moyens qu'il a à sa disposition ou qu'il croirait devoir demander au Parlement pour y mettre un terme.

La lecture de ces textes dispense de tout commentaire, car le plus ou moins d'anticléricalisme de chaque groupe s'y dessine de la façon la plus nette. Mais en dépit de ces divergences, il reste infiniment probable que le cabinet réunira une majorité pour la politique qu'il a décidé de défendre. Cette politique se fonde à la fois sur le maintien du concordat et sur la résolution de ne pas tolérer les empiétements du clergé dans le domaine du pouvoir civil. C'est là ce que la majorité du Sénat doit désirer, et c'est bien aussi la solution qui paraît correspondre au sentiment de la majorité des électeurs.

A la Chambre, en revanche, il y aura à compter avec les incidents qui pourront naître de la tactique de la droite ou de l'opposition d'extrême-gauche. Mais on ne peut tout résoudre d'un coup, et le plus pressant est d'arriver d'abord à une solution convenable de la discussion pendante au Sénat.

Il est question de donner le nom de M. Alphonse à l'une des rues ou à l'un des boulevards de Paris. Ce ne serait que justice, à condition que ce changement ne soit pas le prétexte d'une débaucherie fâcheuse. Les propositions faites portent sur la rue Monge, le boulevard Saint-Germain, la partie occidentale du boulevard Haussmann à partir du coin de forme près de la rue de Miroménil, la partie à construire de la rue Réaumur, ou encore le nouveau parc du Champ-de-Mars. Ce dernier projet aurait l'avantage d'associer, dans la mémoire des générations futures, le nom de M. Alphonse aux souvenirs impérissables de l'Exposition universelle de 1889.

La première chambre du tribunal civil a rendu hier son jugement sur la question de compétence soulevée dans le procès entre MM. de Civry et la ville de Genève. Conformément aux conclusions du ministère public, le tribunal s'est déclaré compétent, et il a renvoyé l'affaire à un mois pour plaider sur le fond. Cette décision, qui est à mon sens une violation évidente des dispositions du traité franco-suisse de 1869, sera bien certainement déferée à la juridiction supérieure.

Le nouveau cabinet roumain est ainsi constitué :

MM. Catargi, présidence et intérieur ; Mano, finances ;

de prévoir ni de penser, elle serrait l'une dans l'autre ses mains froides :

— Mon Dieu ! mon Dieu !..

Et Dieu seul savait ce que contenait de supplications et de désespoir cette vague prière.

Ce fut dans une véritable agonie qu'elle attendit la venue de Bertrand ; il arriva la main tendue, avec le même bon sourire, joyeux et tendre :

— Qu'est-ce cela ? Nous avons pleuré !... Oh ! la méchante fille qui me gâte son cher visage... Madame Dany est-elle plus souffrante ?

Il ne savait rien encore ! Subitement réconfortée, Lise s'excusa sur un malaise nerveux, un instant de dépression passagère. En elle-même elle pensait :

— Encore aujourd'hui, je vais le voir content ! Encore un jour, sans que j'aie à ronger devant lui, sous son regard d'honnête homme !

Elle avait pris sa main et la serrait fortement dans les siennes ; elle le contemplait comme si elle avait dû ne le revoir jamais.

— Encore aujourd'hui !... Encore aujourd'hui !

Toute son âme se précipitait dans cet instant de joie fragile, si précieuse.

Lui, sans en soupçonner les causes, était remué par cette ardente et douloureuse pression.

— Si vous pleurez encore, je serai forcé de vous gronder, dit-il tendrement. Je suis très méchant.

Il riait et relevait sa moustache avec un air terrible pour amener un sourire sur ses lèvres. Il était très gai ; on avait manœuvré autour d'un fort, ses hommes s'étaient fait remarquer par leur belle tenue. Il avait reçu des éloges et serait porté au tableau d'avancement :

— Tout me réussit, depuis que vous m'aimez... Vous me portez bonheur !

Elle eut un frisson et posa la main avec un geste douloureux sur sa poitrine :

— S'il savait l'effroyable secret que je cache là !... Et il peut l'apprendre, aujourd'hui, demain !

Il lui semblait qu'elle allait mourir de cette peur,

Alexandre Lahovary, affaires étrangères; A. Stirbey, finances; général J. Lahovary, guerre; Alanesco, travaux publics; Stourdza Skejano, justice; Démétré Jonesco, cultes. Le cabinet a prêté serment hier, à 2 heures.

— Nous avons annoncé que des poursuites ont été intentées à Berlin à l'auteur d'une brochure intitulée: *Donnez-nous du pain, empereur!*

Dans cette brochure, M. Florian Geyer exposait, en termes empreints d'une certaine âpreté, les inconvénients des droits sur les blés. Il terminait en invitant le souverain à intervenir directement pour obtenir un changement de régime, et il disait que c'est de l'empereur que l'Allemagne attend le remède à ses souffrances.

M. Geyer vient d'être acquitté par le tribunal de Berlin. La saisie des exemplaires est levée.

— On mande de Dublin au *Daily Chronicle* que, d'après les rumeurs qui circulent dans cette ville, le duc de Clarence serait nommé vice-roi d'Irlande peu après son mariage. Cette nouvelle est sujette à caution.

Il est probable que le mariage sera célébré à Windsor le 10 mars, date anniversaire du mariage du prince de Galles; aussitôt après, la reine partira pour le continent; elle n'a pas encore décidé dans quelle partie du midi de la France elle séjournerait et son courrier continue ses recherches à Cannes, à Grasse, à Hyères et à Menton.

Les funérailles de dom Pedro II.

Paris, 9 décembre.
Les obsèques de dom Pedro, ex-empereur du Brésil, ont été célébrées aujourd'hui à midi à la Madeleine. Hier soir, à neuf heures, le corps avait été transporté de l'hôtel Bedford dans un caveau de l'église, où il est resté exposé durant toute la nuit veillé par deux prêtres. Avant de sceller le cercueil, l'un des chambellans de l'empereur avait déposé aux pieds de dom Pedro un petit sac de toile renfermant un peu de terre du Brésil.

Des onze heures, ce matin, les abords de la Madeleine, dont le grand portail était décoré d'une somptueuse tenture noire lamée d'argent et ornée d'écussons portant les armoiries impériales, se trouvaient encombrés d'une foule considérable venue pour contempler les funérailles. Rue Royale et tout autour de la Madeleine, la circulation des voitures était interrompue. De même que dans les circonstances où la curiosité publique est excitée à un haut degré, des industriels avaient dressé, çà et là, des échelles du haut desquelles, moyennant une petite finance, on pouvait assister au défilé du cortège.

C'est vers onze heures que sont arrivées les troupes commandées pour rendre les honneurs au souverain défunt. Placées sous le commandement du général de division de Saint-Mars, lequel avait sous ses ordres les généraux de Saint-Julien et Mador, elles ont pris aussitôt leurs positions. Elles présentaient une division composée de huit régiments d'infanterie, deux régiments de cuirassiers et deux régiments d'artillerie. Les drapeaux étaient cravattés de crépès.

Malgré ce déploiement de troupes, les honneurs qui ont été rendus au défunt ne sont pas, comme on l'a prétendu, les honneurs souverains réglés par le décret de messidor. Ce sont ceux que l'on rend habituellement aux grands-officiers de la Légion d'honneur et à un membre de l'Institut; ils ont été réglés par le chambellan de l'ex-empereur et M. d'Ormesson, chef du protocole.

En dehors de la participation officielle du gouvernement aux obsèques, la famille de dom Pedro avait donné des ordres pour que les funérailles aient lieu avec toute la pompe impériale. Le char funèbre qui stationnait dès 10 h. 30 devant la porte de l'église était celui réservé aux grands dignitaires de l'Etat. Aux quatre coins du char, attelés de huit chevaux, quatre angles argentés soutenaient un dôme orné de panaches noirs, sur lequel se trouvait placée la couronne impériale. A proximité du corbillard étaient deux autres chars disparaissant sous un amoncellement de fleurs et de couronnes offertes par les membres de la famille et les amis du défunt.

Avant l'arrivée des invités, le clergé de la Madeleine a procédé à la levée du corps, qui a été placé dans un immense catafalque dressé au milieu de l'église, somptueusement décorée. Il était surmonté d'un sarcophage à l'antique, soutenu par quatre anges. Tout autour, brûlaient de nombreux cierges, disposés sur deux rangs, et mêlant leur pâle clarté aux flammes vertes des torchères.

Vers onze heures et demie, les grandes portes de l'église, qui jusque-là avaient été maintenues fermées, ont été ouvertes au public.

A midi, l'église était absolument envahie. Dans l'assistance, on remarquait les officiers d'ordonnance de la maison militaire du président de la République, représentant M. Carnot; MM. Develle et Bourgeois, ministres; le général Brialmont, représentant M. de Freycinet, président du conseil; une délégation de l'Institut, en uniforme; la plupart des notabilités du monde diplomatique en grand uniforme, et un grand nombre de membres de la colonie brésilienne à Paris. Beaucoup de députés et de sénateurs étaient également présents.

La famille du défunt avait pris place dans le chœur, précédant le cortège des invités. Pendant la messe, la maîtrise de la paroisse a exécuté le *Kyrie* de Beethoven.

de cette honte.

Puis, elle se raccrochait à l'idée que cette feuille locale infime, le *Petit Patriote*, était peu lue sans doute et que les journaux de Paris devaient avoir tant d'autres sujets plus intéressants qu'un chétif et médiocre personnage comme son frère.

Dans la décevante, délicate saison de la jeunesse, on a cette croyance intempérée que le bonheur est la loi, que les peines, les tourments n'y apportent rien, que tout passe, que chaque souffrance a sa revanche assurée dans une profusion d'événements heureux. Tout dans un être jeune tend vers l'espérance.

Malgré les présages, Lise espérait encore; chaque secousse l'attachait plus fortement aux fragiles délices de son amour menacé.

XIII

Il était environ neuf heures, le lendemain matin et Lise, dans la chambre de sa mère, à genoux devant les tiroirs béants d'une commode, s'occupait d'y replacer patiemment les objets, mouchoirs, linges, camisoles, que Madame Danny en avait retirés dans une de ses crises d'agitation maladroite et qu'elle contemplait maintenant avec découragement. Française entra :

— M. le capitaine désire voir ces dames !
D'un bond Lise fut debout, au seul nom de Bertrand, troublée par ce qu'avait d'insolite une visite si matinale, elle descendit rapidement l'escalier tournant et se dirigea vers la salle basse où elle pensait trouver M. d'Espavris, lorsqu'elle sentit sa main se poser sur son bras, au moment où elle touchait la dernière marche. L'obscurité de la sombre allée l'avait empêchée de le voir; maintenant encore, elle ne distinguait pas ses traits.

— Vous m'avez presque fait peur, dit-elle en se retournant.

Pardonnez-moi de venir ainsi, à cette heure. Sa voix était changée et Lise ressentit un grand coup au cœur. Il reprit très bas :

ven, et l'*Agnus Dei*, de Cherubini. L'absoute a été donnée par le cardinal Richard, archevêque de Paris.

A l'issue de la cérémonie religieuse, le cercueil a été placé sur le char funèbre, puis le cortège s'est formé, tandis que les troupes rendaient les honneurs et que les musiques militaires exécutaient une marche funèbre. Immédiatement après le corbillard, et marchant de front, venaient deux voitures de deuil dans lesquelles avaient pris place les membres les plus proches de la famille. Suivaient les personnages officiels, les membres de la colonie brésilienne et les amis personnels de dom Pedro. De chaque côté de la chaussée des soldats d'infanterie formaient la haie. Derrière le cortège étaient l'artillerie et les cuirassiers, qui ont accompagné le corps jusqu'à la gare d'Orléans.

Sur le passage du cortège, des curieux, apercevant les uniformes des attachés de l'ambassade russe, ont poussé à plusieurs reprises les cris de : « Vive la Russie ! »

Le cortège a gagné la gare d'Orléans par la rue Royale, la place de la Concorde, le boulevard Saint-Germain et le quai Saint-Bernard.

A l'arrivée à la gare, les troupes ont rendu de nouveau les honneurs. Le cercueil a été aussitôt placé dans un wagon transformé en chapelle ardente.

Il partira ce soir pour Lisbonne, accompagné des princes et des princesses de la famille impériale et des chambellans de la cour.

INFORMATIONS DIVERSES

— Un des derniers survivants des armées allemandes, qui ont soutenu la lutte contre Napoléon I^{er}, vient de se marier : c'est l'ancien hussard Salzer, qui habite le bourg d'Althorn, dans l'Erzgebirge. Il est né en 1795; il a par conséquent quatre-vingt-seize ans. Il vient d'épouser une femme qui a quatre-vingt-deux ans.

— Le *New-York Herald* annonce un cyclone sur les côtes de la Manche, probable pour aujourd'hui.

Le crime du boulevard du Temple.

Paris, 9 décembre.
Ma dépêche de ce matin vous donnait les détails de l'arrestation d'un jeune homme soupçonné d'être l'assassin de la baronne Dellart.

C'est une fausse piste.
La bonne de l'étage supérieur avait cru le reconnaître. Mais l'obscurité qui régnait dans l'antichambre à l'heure où l'assassin se présentait chez sa maîtresse ne lui a pas permis de le voir assez nettement pour avoir gardé le souvenir précis de ses traits. « Les deux individus, disait-elle, ont toutefois, dans la démarche, la taille, la physionomie générale, une certaine ressemblance, » mais les vêtements que portait l'assassin et ceux de X... sont différents. X... avait un pardessus marron avec col de fourrure et une toque en fourrure; l'autre portait un chapeau haut de forme et un pardessus bien sombre à côtes.

Quant au cocher qui avait conduit un homme à la gare Saint-Lazare le soir du crime, il a déclaré qu'il s'était rappelé, depuis, que son client était monté dans sa voiture à quatre heures vingt, et qu'il était par conséquent impossible qu'il fût l'auteur du crime, commis, comme on le sait, à quatre heures et demie. Mais la confrontation décisive devait être celle entre l'inculpé et Delphine Houbert, la bonne de la baronne Dellart, qui a lutté avec l'assassin et a reçu le terrible coup de couteau qui met sa vie en danger.

Ce matin, à dix heures, M. X... a été conduit à l'hôpital Saint-Louis et mis en présence de Delphine Houbert. On lui a fait prendre un chapeau de haute forme et porter sous le bras une serviette d'avocat.

Delphine Houbert ne l'a pas reconnu.
— Est-ce là l'homme que vous avez vu vendredi dernier ? a demandé M. Duranton, commissaire de police.

— Non, a répondu Delphine Houbert. Il n'était pas si grand et semblait plus malingre. En outre, il avait la bouche plus grande, et ses moustaches étaient plus noires. Non, non, ce n'est pas lui.

X... a donc été remis en liberté.
C'est un jeune homme de vingt-trois ans, appartenant à une honorable famille qui habite les environs de Paris. Il vivait rue Baubourg avec deux sœurs chères.

Après avoir été relâché, il a raconté sa tragique aventure à un reporter du *Temps* :

« J'ai été arrêté hier matin à six heures, à mon domicile, a-t-il dit. Naturellement, je ne me doutais de rien lorsque le commissaire de police est entré dans ma chambre. Le magistrat a fait une courte perquisition. Dans un tas de linge sale, il a trouvé un mouchoir de poche qui, par suite du rhume dont j'étais atteint, était maculé de quelques taches de sang. Il regarda ce mouchoir et dit : « Tiens ! du sang !... »

Il ajouta, se tournant vers moi : « J'espère que vous ne nierz plus, maintenant ! » Durant toute la journée, on m'a questionné sans relâche. On insistait pour me faire avouer que j'avais pris un fiacre près de la place de la République, à quatre heures et demie du soir, vendredi dernier. Or, précisément vendredi dernier, avec un de mes amis, j'avais pris un fiacre rue Montmartre, à une heure après-midi. Et nous étions allés à Colombes en voiture... »

— Est-ce vrai, Lise, ce que l'on dit ?... ce qu'annonce le journal ?

Elle s'appuya au mur, avec un grand soupir, et machinalement, elle demanda :

— Quel journal ?...
— Tous les journaux... On assure qu'un jeune homme de cette ville, Arthur Danny... ce ne peut être que votre frère... faisait partie d'une bande de malfaiteurs, qu'il a été arrêté... et qu'il est en prison... Que veut dire cela ? Qu'y a-t-il de vrai ?

Elle ne put répondre, elle ne se souvenait plus et se laissa glisser, s'affaissa sur les marches humides. Son cœur défaillait et en elle-même elle pensait :

— Tout est fini... maintenant, je vais mourir. Bertrand reprit :

— C'est donc vrai ? Ainsi, c'est vrai, et vous me l'avez caché... J'ignorais tout, comme les étrangers, les indifférents. Et c'est quand le malheur est public... après tout le monde, que j'apprends, par hasard, ce qui m'intéresse plus que personne.

Il parlait avec émotion, avec emportement et une amère tristesse.

Péniblement, d'une voix éteinte, sans vie, elle répondit :

— Je n'osais pas... On n'a pas de mots pour raconter ces choses-là... Et puis, j'espérais...

Elle ne savait ce qu'elle disait, elle parlait comme en rêve. Toutes ses facultés étaient concentrées et tendues en une seule poignante anxiété :

— Que va-t-il arriver maintenant ?
Il raconta ce qui s'était passé; puis, à son tour, il lui donna les détails transmis par les journaux. C'était une triste et vulgaire affaire comme il s'en présente à chaque session des assises : une râlée de police dans une maison mal famée, l'arrestation d'une bande de malfaiteurs, égarés, souteneurs, vagabonds de la pire espèce et femmes de mauvaise vie. Quelques uns réussirent à s'échapper, puis sont dénoncés par des complices et pris quelques jours plus tard ; de ce nombre, Arthur arrêté, disait le journal, au moment où il allait franchir la frontière et s'embar-

quer à Anvers pour l'Amérique. Il était accusé de complicité dans les vols et autres méfaits de la bande.

— C'est tout ce qu'on sait, ajouta Bertrand. Madame Werner n'a aucun détail; son mari revient aujourd'hui et nous renseignera plus certainement.

Ils s'entretenaient quelques instants encore, jusqu'à ce que Bertrand fut obligé de partir; il contempla quelques instants l'innocent et doux visage de Lise, meurtri si profondément par les larmes :

— Nous étions si heureux !
Elle répondit, les mains jointes :

— Nous pouvions l'être encore... Nous le serons si, comme je l'espère, il est innocent.

— Plaise à Dieu ! ma pauvre Lise...
Le lendemain, M. Werner était de retour. Dès qu'elle aperçut son chapeau à larges bords et la neige moussueuse de ses cheveux blancs débordant tout autour, Lise courut à sa rencontre :

— Quelles nouvelles ?
— Pas aussi bonnes que je le souhaiterais... Rien de désespéré pourtant... Ne me regarde pas comme si j'étais le bourreau... La complicité dans les crimes...

Elle eut un cri d'horreur :

— Des crimes ?
— Hélas ! oui... il y a vol, faux, violences, meurtres, rien n'y manque... mais, je te le répète, la complicité de ce malheureux Arthur n'est pas clairement établie; jusqu'à présent, il n'y a pas d'autres preuves formelles que la dénonciation d'un des inculpés.

CONFÉDÉRATION SUISSE

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Séance du 9 décembre 1891.

Conseil national.

An début de la séance, M. Lachenal prononce le discours suivant :

« Messieurs,

« Nous aurions voulu apporter au Conseil national une parole répondant mieux au sincère désir qu'il manifestait hier. J'ai le regret de vous apprendre que les démarches et les instances les plus vives de la part de votre présidence, à laquelle la présidence du Conseil des Etats a bien voulu se joindre, sont demeurées inutiles, et qu'il ne reste plus qu'à enregistrer la démission de M. Weli. Vous me permettrez, au lendemain de l'événement qui retentit douloureusement dans nos cours, de penser que je suis votre interprète en exprimant à ce magistrat, revêtu pour la sixième fois, depuis vingt-cinq années, des hautes fonctions de président de la Confédération, nos regrets infinis de le voir persister dans sa résolution de quitter sa charge, puis votre sympathie et votre reconnaissance pour les services aussi éminents que nombreux que, dans tous les domaines de son activité administrative et législative, il a rendus à son pays. Qu'en descendant de son siège et à l'heure où il interrompt prématurément sa carrière d'honneur et de travail, il sache bien que tous ceux qui ont été ses collègues aux Chambres fédérales n'oublient point qu'en lui se sont trouvés rassemblés les dons puissants et rares de la grande éloquence, unis à de pures vertus républicaines et à un amour profond de la patrie. Que ce témoignage l'accompagne dans sa retraite qu'il a volontairement choisie. » (Assentiment.)

La démission de M. Weli étant enregistrée, on reprend la discussion des postulats de la commission du budget pour 1892.

Le postulat suivant est adopté par 48 voix contre 36 :

Le Conseil fédéral est invité à faire rapport sur la question de savoir si, vu les sommes considérables et toujours croissantes dépensées pour les travaux d'impression, la création d'une imprimerie nationale fédérale ne répondrait pas mieux aux intérêts financiers de l'administration fédérale que le système actuel, qui consiste à confier ces travaux à des entreprises privées.

M. LOCHER appuie le postulat. Les frais d'impression, dit-il, atteignent 400,000 francs par an. Sur cette somme les imprimeurs prennent bien un bénéfice de 150,000 fr. La Confédération peut faire ce bénéfice elle-même.

M. BENZIGER croit que l'institution d'une imprimerie nationale, qui peut se justifier dans de grands pays, n'a pas de raison d'être dans le nôtre. La Confédération, on peut l'affirmer, ne paie pas ses imprimés trop cher. Le gros bénéfice dont parle M. Locher serait absorbé, pendant bien des années, par les frais de premier établissement.

M. STEIGER est résolument opposé au postulat. La mission du pouvoir fédéral n'est pas de faire concurrence à l'industrie privée. On s'est déjà élevé, dans divers cantons, contre le travail à bas marché que font les établissements de détention. Pourquoi entrer dans une voie analogue ? On commence par l'imprimerie, mais on ne sait pas où l'on ira plus tard.

Le postulat suivant, présenté par M. ZSCHOKKE dans un interminable discours, est adopté sans discussion :

Le Conseil fédéral est invité : a) à faire rapport dans la session d'hiver s'il n'y aurait pas lieu de renforcer l'organisation de l'inspection administrative des chemins de fer, afin de permettre un contrôle suffisant sur le mouvement des voyageurs et des marchandises, ainsi que sur l'exploitation des chemins de fer suisses en se basant sur les art. 31, 33 et 34 de la loi du 23 décembre 1872 sur les chemins de fer; b) à pourvoir à ce que, en conformité de l'art. 31, alinéas 3 et 4, de la loi fédérale du 23 décembre 1872, les compagnies de chemins de fer se procurent le plus tôt possible le matériel d'exploitation nécessaire pour les besoins actuels; c) à exiger des compagnies, en vertu de l'art. 14, alinéa 3, de la loi fédérale du 23 décembre 1872, qu'elles posent le plus promptement possible une seconde voie, pour autant que la chose est nécessaire par la sécurité de l'exploitation et par les intérêts de la défense du pays.

On passe à la sempiternelle question de l'abatage du bétail suivant le mode juif.

On se souvient de l'origine du conflit. Le mode d'abatage israélite, cruel, d'après la société protectrice des animaux, est prescrit par le Talmud. Berne et Argovie se sont rangées du côté de la pitié pour les animaux et ont interdit cette manière de donner la mort au bétail de boucherie. Les communautés israélites ont recouru au Conseil fédéral, qui s'est rangé du côté de la liberté religieuse. A leur tour, les gouvernements de Berne et Argovie ont recouru à l'Assemblée fédérale contre la décision du Conseil fédéral. Le Conseil des Etats s'est prononcé, dans la session de juin, en faveur de la liberté. Le Conseil national doit se prononcer à son tour.

La majorité de la commission veut se ranger à la décision du Conseil des Etats.

M. GRIESHABER, l'un des rapporteurs, étudie la question point de vue juridique. La Constitution fédérale garantit la liberté des cultes dans les limites de l'ordre public. L'abatage juif rentre-t-il dans ces limites ? La réponse doit être affirmative.

L'autre rapporteur, M. DE STOPPANI, nie, d'après

des constatations personnelles, que le mode israélite soit plus cruel que les autres modes en usage dans les boucheries.

Les rapporteurs de la minorité parleront demain. La séance est levée à une heure et quart.

Conseil des Etats.

Le président annonce, comme l'a fait M. Lachenal dans l'autre Chambre, que M. Weli persiste dans sa décision de se retirer du Conseil fédéral.

On reprend la discussion de la loi sur l'exercice du droit d'initiative.

Les articles 13, 15 bis et 15 ter traitent de la manière de procéder en présence de plusieurs propositions relatives au même objet. Le Conseil national a décidé de se tenir sur des propositions par ordre de date. Mais ce système a un inconvénient : il se pourrait que les Chambres et le peuple acceptassent une proposition, et qu'immédiatement après on leur demandât s'ils ne préféreraient pas autre chose. Le Conseil décide que si plusieurs propositions connexes surgissent, on les discutera toutes à la fois.

Le reste de la loi est adoptée sans changement notable. Quelques articles sont renvoyés à la commission.

Une subvention du 80 % du coût total de la construction, soit 1,833,000 fr. au maximum, plus une somme fixe de 150,000 fr. au canton d'Uri, est votée en faveur des cantons d'Uri et de Glaris pour la construction d'une route à travers le col du Klausen, entre Altorf et Linthal. Le chiffre exceptionnellement élevé de cette subvention se justifie par le caractère stratégique de la route projetée.

La séance est levée à 11 heures.

Un grand nombre de nos lecteurs ont sans doute oublié que, par suite de la nomination de M. Camphère au poste d'inspecteur des fabriques, l'association démocratique a envoyé à Berne un nouveau député vaudois, M. Paillard. La *Liberté* de Fribourg nous donne son portrait à la main :

« La physionomie du député yverdonnois, dit l'organe de M. Python, est un mélange de finesse française et de sérieux germanique. Ses cheveux noirs encadrent un visage frais et jeune, auquel les lunettes donnent un cachet professoral et réfléchi. »

Chevaux de cavalerie.

On trouvera à la quatrième page du journal une annonce par laquelle le chef d'arme de la cavalerie offre à remettre pour l'année 1892 un certain nombre de chevaux. Cette annonce a besoin d'une explication.

Ce système de la remise de chevaux à des tiers-acquéreurs, établi par l'organisation militaire, n'a été mis à profit jusqu'ici que dans une mesure restreinte. Il faut en chercher la raison dans le fait que ce n'était pas l'Etat qui s'occupait du choix des tiers-acquéreurs; ce choix était abandonné au soin des recrues qui désiraient entrer dans la cavalerie mais n'avaient pas les moyens d'entretenir un cheval. Le tiers-acquéreur se trouvait alors, vis-à-vis de l'Etat et vis-à-vis de la recrue, dans une situation légale qui engendrait des complications et parfois même des désagréments dont souffrait surtout le détenteur du cheval.

Pour parer dans l'avenir à ces inconvénients, l'administration de la cavalerie a l'intention de choisir elle-même des particuliers en qualité de tiers-acquéreurs, de sorte que ceux-ci n'aient plus aucun rapport avec les recrues. A l'avenir, le tiers-acquéreur devra tenir le cheval à la disposition non pas de tel ou tel cavalier, mais de telle ou telle unité tactique. C'est au chef de l'unité tactique qu'incombe la tâche de répartir ces chevaux aux hommes non montés.

L'acquisition et l'entretien de chevaux de cavalerie seront facilités dans une large mesure par ce nouveau procédé. Les tiers-acquéreurs auront la possibilité de s'annoncer pour prendre à leurs frais un nombre indéterminé de chevaux de cavalerie; on acceptera aussi comme tiers-acquéreurs des hommes incorporés dans les escadrons et désireux d'avoir, outre leur cheval de service, d'autres chevaux de cavalerie.

Quoique le nombre des recrues soit chaque année plus grand, la cavalerie est encore bien au-dessous de son effectif réglementaire, et la nouvelle organisation des corps d'armée exige une augmentation de cet effectif. L'administration de la cavalerie serait donc heureuse de trouver beaucoup de tiers-acquéreurs.

Ce fait donne aux particuliers la garantie que la Confédération, dans son propre intérêt, s'efforcera, autant que le lui permettront les prescriptions légales, d'entretenir de bons rapports avec les acquéreurs de chevaux de cavalerie, tant lors de la remise des chevaux qu'à l'occasion de réclamations fondées ou en cas d'accidents.

Chacun pouvant, par l'acquisition de chevaux de cavalerie, se procurer sans frais un bon cheval pour son usage particulier, à la seule condition de le mettre chaque année pendant un court espace de temps à la disposition de l'Etat pour ses exercices militaires, on est en droit de s'attendre à ce que ce système de tiers-acquéreur soit bien accueilli du public.

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — La cour d'appel a confirmé le jugement de première instance rendu dans le procès pendant entre les communes d'Alle, Charmoille et Porrentruy, au sujet de l'Ante. Elle a reconnu que l'eau de cette source n'était pas nécessaire à l'alimentation de ces communes. En conséquence, la ville est autorisée à capter cette source sans aucune restriction. Il est vrai que le procès entre les usiniers et la ville n'est pas encore tranché, mais en première instance il a déjà tourné à l'avantage de la ville de Porrentruy.

BALE. — Au collège de Bâle, le nouveau fusil suisse modèle 89 a failli, l'autre jour, causer un grand malheur.

Dans une classe supérieure, le professeur de langue allemande a l'habitude de faire faire à ses écoliers des conférences sur des thèmes choisis par eux-mêmes. L'un d'eux, qui prend part aux cours préparatoires militaires, parlait devant ses camarades de la nouvelle arme. Les autorités militaires avaient obligamment mis un échantillon avec quelques cartouches à sa disposition. Lorsque le jeune homme voulut démontrer la manière dont on se sert du fusil, l'arme, que l'on croyait avoir été complètement vidée, se déchargea tout à coup. La balle perça des portes, n'y faisant qu'un petit trou sans aucune déchirure. Puis elle pénétra dans une armoire pour s'enfoncer dans la muraille. Le fusil, en donnant de cette manière une nouvelle preuve de sa puissance de pénétration, a plongé professeurs et élèves du collège pour un moment dans une grande terreur.

NEUCHÂTEL. — Depuis quelques jours le lac des Tailières, près de la Brévine, est recouvert d'une couche de glace de dix centimètres d'épaisseur. On y peut patiner.

CANTON DE VAUD

Pharmacie. — M. Jean-Samuel Mercanton, de Riez et Lutry, à Lausanne, a été autorisé à pratiquer l'art pharmaceutique dans le canton en vertu du diplôme fédéral de pharmacien dont il est porteur.

Rage. — Un chien enragé ayant été abattu à Vésenex (Ain) après avoir parcouru une partie du district de Nyon, le Conseil d'Etat a imposé le séquestre sur tous les chiens de ce district.

VEVEY. — Au début de la séance d'hier du conseil communal de Vevey, il a été donné lecture d'une communication de la municipalité informant le conseil qu'en suite de sa décision du 11 novembre, les pièces concernant l'annexion à Vevey de la partie inférieure du territoire de Corsier, ont été adressées au département de l'intérieur, à Lausanne.

M. Debonneville, chef de ce département, a convoqué les délégués des municipalités des deux communes intéressées et leur a déclaré que le Conseil d'Etat ne trancherait pas les points en litige et qu'il ne soumettrait au Grand Conseil la question de l'annexion du bas du territoire de Corsier à la commune de Vevey que si Vevey et Corsier s'entendaient pour présenter au Conseil d'Etat une convention unie.

Le conseil communal de Corsier, ayant adopté définitivement, le 2 décembre, de notables modifications au projet primitif, il ne reste plus à Vevey qu'à voter les articles sur lesquels il y avait désaccord.

La commission du conseil communal prévoyant à l'unanimité pour l'adoption de ces modifications, les articles sont mis en discussion et adoptés conformément au préavis municipal. En conséquence, l'ensemble de la convention, identique à celle votée par le conseil communal de Corsier, le 2 décembre, est adoptée définitivement. Le tout sera transmis au Conseil d'Etat, qui proposera au Grand Conseil le décret nécessaire pour que l'annexion puisse s'effectuer.

LUTRY. — La Société de gymnastique de Lutry donnera, samedi et dimanche prochains, avec le concours de la fanfare l'*Avenir*, deux soirées sur lesquelles nous attirons l'attention de nos lecteurs. Le programme porte des exercices de gymnastique variés, des morceaux de fanfare, une petite comédie et des groupes allégoriques.

La section de Lutry, toute jeune et peu nombreuse, travaille avec un zèle et un entraînement remarquables; au concours fédéral de Genève, elle a été classée en fort bon rang. Nous ne doutons pas que ses deux soirées n'aient un vif succès.

MORGES. — La vente en faveur de la chapelle allemande de Morges a produit la belle somme de 4200 francs.

PATERNES. — Une épidémie d'*oreillons*, vulgairement *ourles*, sévit actuellement chez un grand nombre d'enfants de notre localité, dit le *Journal de Payerne*. Quoique parfaitement bénigne, cette affection revêt cependant la forme épidémique, car une quantité de petits malades en sont atteints. La semaine dernière plusieurs enfants ont été renvoyés, pour ce fait, des écoles publiques.

— On sait que l'Etat alloue aux chasseurs des primes de 2 fr. 50 et 1 fr. 50 pour chaque renard détruit en septembre et octobre.

que tu ne te livres pas trop à l'illusion... C'est, on tous les cas, un fier gredin que monsieur ton frère... Allons ! pauvre petite, prie le bon Dieu qu'il échappe cette fois encore au châlit qu'il n'a, je le crains, que trop mérité. Tout dépendra des témoins, des incidents d'audience. Jusque-là je ne désespérons pas.

Mon bon parrain, vous qui connaissez Arthur, sa nonchalance... sa poltronnerie... comment a-t-il mérité-vous qu'il ait pu participer en quelque chose à des actes de violence... ?

— Il n'est pas accusé d'y avoir pris une part directe... mais d'avoir été l'inducteur et le complice... Des jeunes gens qu'il avait connus à la pension Wautrey, attirés dans des guets-apens, ont été obligés, par la violence à signer des reconnaissances pour des sommes considérables... On l'accuse d'avoir

Cette mesure commence à produire ses effets, dit le *Démocrate*. Pour le district de Payerne seul, il a été payé 101 fr. pour 23 renards tués en septembre et 29 en octobre, soit au total pour 52 renards.

LAUSANNE

Conseil communal. — Le conseil communal de Lausanne est convoqué pour lundi 14 décembre, avec cet ordre du jour : Communications de la municipalité; pétition Chavannes-Burnat relative à la question des eaux; budget pour 1892; subside au Dispensaire central; timbres-impôt (motion de M. Lucien Vincent).

CHRONIQUE JUDICIAIRE

La société secrète « l'Union ».

Nous avons déjà signalé à nos lecteurs l'intéressant jugement rendu par la chambre d'accusation du canton de Berne, sur une demande en récusation d'un juge d'instruction, adjugée pour le motif que le juge et l'une des parties sont tous deux membres de la société secrète « l'Union ».

Voici le texte complet de ce curieux arrêt, rendu le 4 novembre 1891 :

A. Hippolyte Frère, président de la commune bourgeoise de Reconvillier et y demeurant, a fait dresser contre son ouvrier Adolphe Erismann, de Bâle, dénonçant à Reconvillier, un rapport pour mauvais traitements graves; Erismann a de même porté plainte contre Frère pour mauvais traitements, calomnie et injures. Le préfet de Montier a transmis, le 11 septembre 1891, les deux rapports au juge.

Déjà dans sa plainte, Erismann faisait remarquer que H. Frère est membre de la société secrète « l'Union », et demandait à être jugé par une personne étrangère à cette société, les statuts de « l'Union » obligeant ses membres de se favoriser en toutes circonstances.

Par lettre du 28 septembre 1891, Erismann formula une demande en récusation contre le juge d'instruction de Montier, en y répétant les motifs qu'il avait déjà allégués aux séances des 14 et 23 septembre 1891, soit :

1° Que le juge d'instruction de Montier et Frère, l'adversaire du requérant, font partie de la société secrète « l'Union »;

2° Que les statuts de cette société obligent les membres à s'appuyer mutuellement en toutes circonstances.

Comme moyen de preuve, le requérant invoquait la production des statuts complets de la société.

Le juge d'instruction de Montier a transmis la requête d'Erismann à la chambre d'accusation, en y ajoutant les observations suivantes :

Comme nous ne nous trouvons dans aucun des cas de récusation visés par les art. 27 et 28 c. p., il va de soi que nous ne pouvons déférer au vœu de l'imputé.

Pour justifier sa demande, Erismann alléguait que nous faisons partie d'une société secrète dont le sieur Frère, Hippolyte, serait membre. Nous considérons une alléguation semblable comme tout à fait inconcluante et nous ne nous en faisons pas un argument.

Mais, à supposer même que nous fissions partie d'une société secrète à laquelle un des justiciables seulement s'ait incorporé, cela justifierait-il une demande de récusation? Nous ne le pensons pas. — Décider le contraire aurait pour conséquence de justifier pareille demande chaque fois qu'un juge, etc., ferait partie d'une société quelconque ou même d'un parti politique auquel l'une des parties appartenirait, tandis que l'autre partie lui serait antipathique. Ne serait-ce pas un comble? — Nous concluons, en conséquence, à ce que le sieur Erismann soit débouté de sa demande et condamné aux frais.

B. Dans sa séance du 10 octobre écoulé, la chambre d'accusation estima que la comparaison entre les sociétés secrètes et les sociétés, associations et partis politiques portait à faux, qu'en effet, tandis que les sociétés et associations sont exposées à la critique du public, les sociétés secrètes y échappent complètement; que, dans l'imagination du peuple, les rapports créés par les statuts des sociétés secrètes entre les membres de celles-ci, sont considérés sinon comme plus, du moins tout aussi intimes que ceux qui ont leur source dans la parenté ou dans une communauté d'intérêt pour lesquels la loi prononce la récusabilité; qu'aux termes de l'art. 29 c. p., les tribunaux peuvent décider que d'autres causes que celles posées aux art. 27 et 28 c. p. sont suffisantes pour motiver la récusation; qu'il est dès lors de leur devoir d'examiner si une demande en récusation formulée dans de telles circonstances est fondée ou non; que tout cela n'est que le droit ou bien de faire dissiper ses craintes, ou bien — si elles sont fondées — d'être protégés dans son droit de récusation. Pour ces motifs, la chambre ordonna que les actes seraient complétés comme suit :

Le juge d'instruction de Montier déclarera dans les quatre jours :

1° si ni-même et Hippolyte Frère font partie de la société secrète « l'Union », et si oui;

2° si les statuts de cette société obligent ses membres

à s'appuyer les uns les autres dans toutes les circonstances de la vie; les statuts de la société seront joints aux actes;

3° si cette obligation prime toutes les autres obligations, même celles pour lesquelles un serment a été prêté; 4° si d'après les principes de la dite société secrète, il est absolument inadmissible de faire des réserves (réservation mentale), en répondant aux questions ci-dessus.

C. Le 17 octobre 1891, le juge d'instruction de Montier se présenta en personne à la Chambre d'accusation et remit les statuts de « l'Union » à la garde du président; il demanda en même temps que le délai qui lui avait été fixé pour répondre aux questions reproduites ci-haut soit prorogé de quatre jours; cette requête fut admise.

A la date du 20 octobre, le juge d'instruction de Montier a répondu à ces questions comme suit :

1° M. Hippolyte Frère et moi, nous faisons tous les deux partie de la société « l'Union »;

2° Nous nous sommes communiqué le règlement (statuts) de cette société et MM. les membres de la haute Chambre d'accusation ont pu se convaincre par l'art. 6 que cet appui réciproque est limité, car il est question de s'aider selon les circonstances et selon son pouvoir et l'art. 2 spécifie en disant que l'association a pour but l'exercice de tout ce qui est bien.

Le premier devoir de tout sociétaire est de ne rien faire qui soit contraire à l'honneur, d'obéir aux lois et de bien servir son pays; c'est pourquoi vous voyez à l'art. 85 que le premier toast dans toutes nos réunions est le toast à la patrie.

Comment donc concilier un appui injuste envers un co-sociétaire ou un acte illégal avec le but indiqué à l'art. 2; la recherche de la vérité morale?

3° L'obligation de s'aider étant une œuvre de fraternité purement morale et ne se pratiquant que dans les limites que comporte l'honneur et la conscience, il est évident qu'elle ne prime aucune autre obligation et sur tout celles pour lesquelles un serment aurait été prêté. Nous sommes d'honnêtes gens restant libres malgré leur association. Celle-ci a un caractère essentiellement philanthropique et nullement politique ou religieux; elle n'a qu'un défaut c'est d'être secrète. Cette clause est due à la pratique de la charité qui doit s'exercer en secret et ménager la dignité humaine. Nous ne connaissons pas d'autre raison qui puisse exiger que l'Union soit secrète.

En tout cas, nous ne sommes point les amis des Jésuites et nous protestons avec indignation et dégoût contre leur théorie des restrictions mentales.

En post-scriptum le juge d'instruction de Montier a ajouté :

Nous joignons à notre lettre comme dernière preuve un exemplaire du serment que prononce tout candidat à son entrée dans la société et nous soulignons ce qui concerne notre cas. — Vous voyez une idée exacte des choses et vous verrez que nous ne connaissons pas les restrictions mentales.

Ce serment, précédé de plusieurs signes cabalistiques absolument incompréhensibles, a la teneur suivante :

Devant Dieu je fais serment et jure sur mon honneur :

1° de garder toujours le plus profond secret sur la marche intérieure de la société de l'Union, même dans les cas où je quitterais la société, soit que j'en sorte volontairement, soit que cela arrive contre mon gré;

2° de suivre et d'observer ponctuellement le règlement et de me soumettre à toute décision prise légalement;

3° de me soumettre sans arrière-pensée à toutes les peines qui pourraient m'être infligées;

4° que j'obéirai à tout ce que mes supérieurs me commanderont étant en rapport avec nos institutions;

5° que je serai discret sur tout ce qu'un sociétaire me confiera de non contraire à nos statuts;

6° que je révélerai tout ce qu'une personne quelconque pourrait entreprendre, pour nuire soit à la société, soit à l'un de ses membres;

7° que je ferai tout ce qui sera en mon pouvoir pour rendre la société florissante et lui procurer le bien et l'honneur général;

8° que je me rendrai aux assemblées avec exactitude et que j'y agirai toujours consciencieusement;

9° que j'éviterai avec soin tout sujet de discorde et de division;

10° que dans toute circonstance je suivrai le chemin de l'honneur; et

11° que jamais je n'engagerai ma parole fausement.

La chambre d'accusation, délibérant et votant à huis clos a pris en considération ce qui suit :

1° Le juge d'instruction de Montier reconnaît être membre de la société secrète de « l'Union » à laquelle appartient aussi H. Frère, l'adversaire d'Adolphe Erismann.

2° En ce qui concerne la question de savoir si les statuts de cette société obligent les membres à s'aider en tout et partout et si cette obligation prime même celles pour lesquelles un serment aurait été prêté, le juge d'instruction de Montier renvoie aux articles 6, 2 et 85 des statuts.

L'article 6 du Règlement général de l'Union des n° 23-12-43-19 du 1^{er} janvier 1890 a la teneur suivante :

« L'association contracte envers tous ses membres l'engagement de les éclairer et de leur aider selon les circonstances et selon son pouvoir. »

« Chaque sociétaire en particulier contracte le même engagement. »

Et l'article 2 désigne comme but de l'association :

« la recherche de la vérité morale et l'exercice de tout ce qui est bien. »

Il est de même vrai que l'art. 85 déclare deux

toasts obligatoires dans les séances de second acte ou banquets, savoir : le toast à la patrie et celui à l'Union.

On doit donc reconnaître que le but général de cette société n'est pas contraire aux lois de notre pays, bien qu'il puisse paraître singulier — et c'est de cela que découle probablement en première ligne la méfiance d'Erismann — que l'Union croie devoir s'entourer de ténements pour « rechercher la vérité morale et plaquer tout ce qui est bien. »

3° Il en est toutefois autrement de la disposition spéciale de l'article 7 de ce règlement qui est rédigé comme suit (aux termes de l'art. 442 des statuts le texte français doit être considéré comme texte original) :

« Il est du devoir de tout membre de l'Union de veiller à se maintenir une bonne réputation dans le public. On devra prendre la défense de tout sociétaire atteint injustement dans son honneur ou sa réputation. »

Si l'attaque était juste et méritée, on userait d'indulgence en atténuant les torts autant que possible, et, en tout cas, en s'abstenant plutôt que de charger, qu'il faille à l'avertir et à conseiller le sociétaire en faute, soit en particulier, soit en séance. »

Or, si, aux termes de cet article, les membres de l'Union sont tenus en tout cas (!) de s'abstenir complètement de charger le sociétaire en faute, ces membres peuvent réellement, le cas échéant, se trouver en opposition très prononcée avec les lois de notre pays. En effet, un Unioniste qui entend se conformer à cette disposition des statuts ne peut, par exemple, pas satisfaire à l'obligation de répondre prescrite à l'art. 218 c. p., car cet article oblige un témoin à dire « toute la vérité et rien que la vérité ». Or, un témoin n'a évidemment pas dit toute la vérité s'il tait des circonstances à charge qui lui sont connues et c'est là justement ce que l'art. 7 déjà cité prescrit à un membre de l'Union lorsqu'un autre membre est attaqué avec raison; en effet, ici, les statuts lui enjoignent catégoriquement (en tout cas !) de s'abstenir plutôt complètement que de charger le sociétaire en faute. D'après les statuts, la portée de cette obligation est même si considérable qu'un Unioniste ne sachant pas si un allégué pourrait charger son collègue doit plutôt se taire complètement.

4° Dans la personne d'un juge « unioniste » ce conflit doit nécessairement être plus considérable encore et devenir une véritable calamité. Le juge ne doit en tout cas pas, dans l'exercice de ses fonctions, se fonder sur des considérations de personnes uniquement pour user d'indulgence en atténuant les torts autant que possible — tout en ne s'occupant pas des circonstances à charge. Il a été, au contraire, appelé à ses hautes fonctions pour rassembler et comparer sans parti-pris les faits à charge et ceux à décharge et pour appliquer les lois dans ces deux sens d'une manière objective.

5° La grande importance enfin du règlement pour les membres de l'Union résulte le plus clairement du serment qu'ils doivent prêter en entrant dans la société. En effet, aux termes du chapitre 2 de ce serment, le candidat juré sur son honneur « de suivre et d'observer ponctuellement le règlement et de se soumettre à toute décision prise légalement ». L'observation du règlement par le candidat n'est soumise à aucune réserve dans ce sens que l'on ne doit se conformer à ce règlement que s'il est en rapport avec nos institutions, réserve qui est faite expressément sous l'art. 4 du serment en ce qui concerne l'obéissance aux commandements des supérieurs. Le candidat juré au contraire d'observer le règlement dans toutes et chacune de ses parties (ponctuellement). La loi suprême pour l'Unioniste et la base de la société de l'Union est donc le règlement et un membre de l'Union doit se soumettre sans condition à toute décision basée sur cette loi et prise conformément à ses dispositions.

6° Dans ces circonstances on ne saurait réellement pas astreindre une partie à soumettre une cause à un juge qui, vu ses relations avec la partie adverse, ne possède pas l'impartialité nécessaire.

En statuant sur une demande en récusation, on ne doit d'ailleurs pas se placer uniquement au point de vue de la personne récusée; l'on doit aussi prendre en considération comment la situation et les relations de la personne récusée ont pu influencer sur les sentiments et les idées du récusant. Personne ne contestera, par exemple, sans autres, que le juge d'instruction de Montier ne donne avec une entière bonne foi l'assurance que dans toute circonstance il suivra le chemin de l'honneur et que jamais il n'engagera sa parole fausement (n° 10 et 11 du serment); mais, malgré cette assurance, Erismann ne se sentira pas rassuré, s'il songe à la disposition de l'article 7 des statuts de l'Union. En effet, la disposition spéciale de l'article 7 précité en fait perdre aux assurances du juge récusé ce qui aurait pu donner à Erismann un sentiment de confiance et faire naître en lui la conviction de l'impartialité du juge. Or, comme les doutes d'Erismann en l'impartialité ne reposent pas seulement sur une antipathie personnelle, mais ont leur cause dans une circonstance constatée, la chambre ne peut pas dissiper d'une manière absolue les craintes de l'imputé, en se basant pour cela sur l'opinion qu'elle a pu se former d'après les déclarations du juge récusé. Ainsi que la décision de la chambre du 10 octobre écoulé l'a déjà fait pressentir, il y a donc lieu, en application de l'art. 29 c. p. de protéger Erismann dans son droit de récusation.

Par ces motifs la chambre d'accusation arrête :

1° La demande en récusation d'Adolphe Erismann contre le juge d'instruction ordinaire de Montier est admise et le vice-président de ce district est chargé de l'instruction de l'affaire Frère-Erismann.

DERNIER COURRIER

L'interpellation Dide.

Paris, 9 décembre.

Grand séance au Sénat.

M. Dide, sénateur radical du Gard, ancien pasteur rationaliste défréqué, interpelle sur les agissements des évêques.

Il fait un véhément réquisitoire contre l'Eglise catholique, proteste contre les mandements des évêques attaquant les lois scolaires et demande que le gouvernement s'oppose à eux. La meilleure solution serait, d'après lui, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais à ce défaut, qu'on applique strictement le Concordat dans l'esprit de l'ancien régime. Si les articles organiques ne suffisent pas, il faut en faire d'autres, plus fermes, plus nets. En tout cas, on ne peut laisser subsister l'anarchie actuelle, le statu quo.

Comment, s'écrie M. Dide, quand l'Eglise s'est inclinée devant Bonaparte, s'est asservie à Napoléon III, quand elle a eu l'audace d'exalter le 2 Décembre (A gauche : Oui, oui, Applaudissements), nous aurions en face de nous des insurgés salariés! (Applaudissements.) Les catholiques disent, en parlant de la libre-pensée et de l'Eglise : « Les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. » Je reprends le mot et je dis : Les portes de l'Eglise ne prévaudront pas contre l'esprit laïque de la Révolution française.

M. de Marcère (centre-gauche) prend ensuite la parole. Il taxe d'artificielle l'agitation soulevée depuis quelques semaines sur la question ecclésiastique. Tout en blâmant les excès de langage de quelques évêques, il croit le gouvernement suffisamment armé et ne voit aucune raison d'édicter des lois nouvelles.

G. Goblet (extrême-gauche) renchérit sur les déclarations anti-cléricales de M. Dide. D'après lui, le Concordat est incompatible avec le régime actuel; il faut se décider à le modifier en s'orientant vers la séparation.

« Sous la monarchie, dit l'orateur, la connexité des deux puissances était possible. Elle ne l'est plus aujourd'hui. La Révolution, adoptant l'idée de Rousseau, avait voulu asservir l'Eglise et en faire un service public; d'où la Constitution civile du clergé. C'était un régime attentatoire à la liberté de conscience. L'empire, avec le Concordat, réalisait la sujétion de l'Eglise à l'Etat; mais il fallait la main puissante de Napoléon pour maintenir cet état de choses. L'Eglise ne peut être un service public dans un état neutre. Elle ne peut plus être qu'une association qu'il faut respecter en sauvegardant les droits de l'Etat. (Mouvements divers.) »

On dit que le Concordat permet tous les moyens de répression qui sont nécessaires. M. Goblet estime que ces moyens sont inapplicables. On ne peut pas traîner les prêtres en prison; ce serait un martyre qui les grandirait. Le seul remède, c'est la séparation. (Rumeurs, interruptions.)

M. Fallières, garde des sceaux et ministre des cultes, répond sur le ton le plus calme. Il croit que nous marchons vers un apaisement qui est dans les vœux de la France. C'est le but que poursuit le cabinet, sans pour cela vouloir rien céder des droits de l'Etat.

Le conflit entre l'Eglise et l'Etat se perpétue depuis un siècle. M. Goblet dit que le seul moyen de remédier à cet état de choses est de faire la séparation entre l'Eglise et l'Etat. Dans un avenir indéterminé, on arrivera, peut-être, à cette solution; mais aujourd'hui la démocratie républicaine n'est pas prête pour appliquer cette mesure. (Tres bien! très bien!)

Nous avons le devoir de rappeler aux prêtres qu'ils n'ont pas le droit de faire des incursions dans le domaine politique. Nous n'y faillirons pas, et si nous n'y parvenons pas, nous n'hésiterons pas à demander de nouvelles armes au parlement. J'ai fini ces observations. Je ne prononce pas ici des paroles de guerre; ce sont des paroles de défense. Je fais appel aux évêques. J'espère qu'ils entendront cet appel, quand ils sauront, surtout, que le gouvernement est décidé à faire respecter toutes les lois et à forcer les évêques à s'incliner devant l'autorité laïque de l'Etat. Il faut appliquer la maxime : *Suum cuique*. A l'Eglise, le gouvernement des âmes; mais à l'autorité civile et laïque, sans partage, le gouvernement du pays et la direction de la République. (Tres bien!)

Après un discours de M. Chesnelong (droite), qui défend l'Eglise, et une intervention de M. de Freycenet, qui accentue dans le sens anti-cléricale les déclarations de M. Fallières, l'ordre du jour suivant est voté par 211 voix contre 57, c'est-à-dire par toutes les gauches contre la droite.

Le Sénat, considérant que les manifestations récentes d'une partie du clergé pouvaient compromettre la paix sociale et constituer une violation flagrante des droits de l'Etat, confiant dans les déclarations du gouvernement, l'invite à user des pouvoirs dont il dispose et de ceux qu'il croira devoir demander au Parlement pour imposer à tous le respect de la République et la soumission aux lois qu'elle a établies.

DÉPÊCHES

Berne, 10 décembre. — Le Conseil national continue à s'occuper de la question de l'abattage selon le rite juif.

M. Schindler, rapporteur de la minorité de la commission, propose de déclarer fondé le recours des cantons de Berne et d'Argovie contre ce mode d'abattage, vu qu'il ne s'agit pas d'une question de liberté religieuse garantie par la constitution.

Le Conseil des Etats a terminé la discussion de la loi sur l'initiative et l'adopte, en votation finale, à l'unanimité.

La question du monopole des allumettes sera probablement renvoyée à la session de juin.

Berne, 10 décembre. — Les propositions du Conseil fédéral relatives à la défense du pays sont ainsi conçues :

1. Le Conseil fédéral est autorisé à porter à 500 cartouches par fusil la réserve de munitions pour les troupes d'élite et de landwehr, et à 200 cartouches par fusil la réserve du landsturm. Un cinquième ou un quart de cet approvisionnement pourra consister en cartouches non terminées, mais pouvant l'être dans un bref délai.

La réserve de munitions de l'artillerie est portée à 500 coups pour les canons de campagne et à 400 coups pour les canons de montagne et de position. Les projectiles bruts, non terminés, pourront aussi entrer pour un cinquième ou un quart dans cette réserve.

2. Le Conseil fédéral est également autorisé à constituer une réserve de matériaux de fortification, tels que poutrelles en fer et sacs à sable, et à faire préparer, sur les routes alpêtres, les mines nécessaires pour faire sauter les travaux d'art.

3. Le Conseil fédéral se procurera un approvisionnement de souliers pour la troupe et le nombre de harnais et de bâts indispensables pour l'équipement de certains corps en vue de la guerre de montagne.

Il constituera en outre, pour la subsistance de l'armée, une réserve de conserves, de froment et d'avoine.

4. Le Conseil fédéral est autorisé à émettre, pour couvrir ces dépenses, des emprunts jusqu'à concurrence de 5 millions de francs. La détermination de l'époque et du mode d'émission de ces emprunts est laissée à son initiative.

5. Cet arrêté est déclaré d'urgence et entre immédiatement en vigueur.

Berne, 10 décembre. — On ne peut donner encore aucune indication au sujet du remplacement de M. Wetti, si non que le plus grand désarroi règne dans les divers groupes parlementaires.

Actuellement, on constate un courant marqué pour élire un catholique, mais il n'est pas certain que ce courant se maintienne jusqu'à l'élection définitive. Il serait possible que l'élection fût renvoyée à la session de janvier.

On a parlé d'une manifestation de l'assemblée réunissant M. Wetti. Mais celui-ci se refusait absolument à une pareille démonstration, sa décision étant irrévocable.

Berne, 10 décembre. — Les étudiants de l'Université de Berne organisent pour demain soir un grand cortège aux flambeaux en l'honneur de M. Wetti.

Berne, 10 décembre. — Un imprimeur a adressé une requête au Conseil fédéral pour que celui-ci veuille bien faire des démarches auprès du gouvernement allemand dans le but d'arriver à une uniformité complète dans le mode d'écriture la langue allemande dans tous les Etats qui parlent celle-ci.

Ensuite de renseignements officiels que la légation suisse à Berlin a été chargée de prendre dans ce sens, une démarche officielle à ce sujet de la part de la Suisse n'aurait pas plus de chance de réussite aujourd'hui que par le passé.

En conséquence, le Conseil fédéral a répondu négativement à la demande qui lui a été faite.

Le gouvernement belge a accordé son exequatur à M. Jules Borel, de Neuchâtel, en qualité de vice-consul suisse en résidence à Bruxelles.

Bâle, 10 décembre. — Les avocats de Bâle représentant les victimes de l'accident de Mönchenstein ont pris connaissance des enquêtes judiciaires et administratives et des rapports des experts. Ils assigneront cette semaine la compagnie Jura-Simplon en responsabilité civile devant les tribunaux de Bâle.

Washington, 10 décembre. — Un rapport de M. Forster au Congrès constate que les importations ont baissé considérablement par suite du tarif Mac-Kinley. Les recettes des douanes ont diminué également. Il ajoute que le nombre des immigrants pendant l'année dernière a été de 516,252, présentant ainsi une augmentation de 100,000 sur l'année précédente.

Le rapport demande la revision des lois d'immigration, afin de les rendre plus sévères.

Saint-Petersbourg, 10 décembre. — M. le comte de Montebello, le nouvel ambassadeur de France à St-Petersbourg, présentera demain ses lettres de créance au tsar, à Gatchina.

Rome, 10 décembre. — On annonce comme probable la démission du comte Ferraris, ministre de grâce et justice, qui invoque son grand âge pour se retirer des affaires.

Le ministère des postes étant resté vacant depuis la chute de M. Crispi, deux portefeuilles seraient ainsi vacants.

On croit que M. di Rudini est disposé à profiter de cette circonstance pour s'attacher définitivement le groupe piémontais en choisissant dans ses rangs les nouveaux ministres.

D'autre part on parle du remplacement de M. Luzzatti par M. Grimaldi comme ministre du trésor.

Berlin, 10 décembre. — La correspondance échangée entre l'Allemagne et l'Amérique, au sujet de la suspension de la défense d'importation de la viande de porc, a été soumise au Reichstag. Elle établit que le gouvernement de l'Union, sur la demande de l'Allemagne, est prêt, contre traitement semblable pour les produits agricoles américains, à réserver à l'Allemagne l'entrée en franchise des objets désignés dans la section III du tarif Mac-Kinley, section qui comprend, entr'autres, les sucres.

Ed. FERR, éditeur.

BRAVO!

Victor Vaissier voulant réparer les outrages, que le temps sans pitié fait subir aux visages, A créé les savons parfumés du Congo, qui seront connus comme le mot « Bravo! ».

Savonnerie Victor Vaissier, Paris. Ag. dép. FRAY & SAUNIER, 35, rue Tupin, Lyon.

LIQUIDATION

Boukin, Halblein, Drap d'Etain

pour habits d'hommes et de garçons, à fr. 1.95 cts. le mètre jusqu'à fr. 8.45 cts, garanti pure laine, décati et prêt à l'usage, 140 cm. de largeur. Expédition directement aux particuliers en mètres seuls et pour habits complets par la Maison Göttinger & Cie, Zurich.

P. S. Envoi d'échantillons de nos collections riches par le retour du courrier franco.

LE MANUEL du GOUTTEUX et du RHUMATISME par J. RIVET, pharmacien-chimiste, à Chambéry et par P. Br. andt, pharmacien-chimiste, 15, rue Verdaine, Genève.

6360

Observations météorologiques

DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-le-Vin: A 7 h. m., 1 h. et 5 h. s. — Alt. 555 m. Long. 6°55' E; Lat. 46°31' N. — Barom. 713; Therm. 9°6; Haut. d'eau 1°03.

Décembre, moyenne: Baromètre 713. Thermomètre 0°9. Pluie 95 mm.

Décembre, 4 5 6 7 8 9 10

730

725

720

715

710

705

700

695

690

685

675

665

655

645

635

625

615

THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction ALPHONSE SCHELER

Carte d'abonnement n° 23.
Bureau à 7/12 h.
Région à 8 heures

Jeu 12 décembre 1891
Le grand succès du
Théâtre du Gymnase

LES FEMMES NERVEUSES
Comédie en 3 actes, de
MM. Ernest Blum et Raoul Toché.

Le spectacle commencera par
LE KLEPTE
Comédie en 1 acte
du Théâtre Français, par
Abraham Dreyfus.

Dimanche 13 décembre 1891
LES DEUX ORPHELINES
Drame en 8 tableaux, par
A. d'Enery.

Changement de domicile.
6401. M. Taillens, agent
d'affaires à Lausanne, donne
avis au public qu'en suite de sa
nomination de Préposé aux
poursuites pour l'arrondissement
de Montreux, il a remis son bureau
d'affaires à son collègue M. Cher-
pillet, demeurant au Grand-
Pont, maison Noverraz.

MONTREUX
Le bureau d'arpente de
P. THIBAUD
géomètre breveté
est transféré dans la maison Dind,
à côté du collège. n°397-m-6384
TELEPHONE

F. PAYOT, éditeur, Lausanne.
Pour paraître prochainement:
**Commentaire sur la loi fédérale
sur la poursuite
pour dettes et faillite,** par
M. M. Bräselein, chef du Bureau
fédéral des poursuites et Léo
Wäber, secrétaire du Département
fédéral de justice et police. 6414
Traduction de l'allemand.

**LIBRAIRIE F. PAYOT
LAUSANNE**
Vient de paraître:
Le problème de l'immortalité
par E. Petavel-Ollivier
D' en théologie.
6421. Etude précédée d'une pré-
face par M. Ch. Secrétan, prof.
2 vol. in-8. Fr. 12.—

Tir cantonal au Locle.
MISE AU CONCOURS
Le Comité des prix met au con-
cours, dès maintenant et jusqu'à
fin décembre 1891:
1° La composition du dessin de
la médaille de tir. Diamètre 20 cm.,
avec reproduction photographique
de grandeur naturelle, soit 45 cm.
Trois primes allouées pour les
meilleures compositions, 1^{re} 100 fr.,
2^e 60 fr., 3^e 40 fr.
2° La composition du décor des
boîtes de la montre du tir (mouve-
ment 19 lignes à verre). Diamètre
20 cm., avec reproduction photo-
graphique de grandeur naturelle.
Trois primes allouées pour les
meilleures compositions, 1^{re} 50 fr.,
2^e 30 fr., 3^e 20 fr.
3° La composition du dessin de
la coupe de tir, valeur 40 fr., avec
indication du poids d'argent (Des-
sin de grandeur naturelle).
Trois primes allouées pour les
meilleures compositions, 1^{re} 100 fr.,
2^e 60 fr., 3^e 40 fr.
Les compositions ne devront
porter aucun nom, mais une sim-
ple contre-marque en lettres et
chiffres. Les adresses à M. Ber-
nard Jacot-Matthey, président,
rue du Marais 266. n°653ch-6418

OLD ENGLAND
Grande exposition de
BÉBÉS ANGLAIS
Seules poupées qui imitent la
nature, 53, 73, 93, 143 et 193.
Immense choix d'articles
POUR ÉTRENNES
Articles hors ligne:
Boîtes de mercerie, toutes
garnies, pour 1.15.
6402. Aussi nourrissants qu'é-
conomiques les potages com-
plets de
MAGGI
préparés à l'eau seulement
sont exquis. Grand assortiment
10 centimes la tablette de 2 à 3
potages. En vente chez M. Louis
Morel, nég., à Echallens.
Pardessus en caoutchouc
Nattes en caoutchouc
[6263] de première qualité, de fa-
brique anglaise, aussi en croisé
fort, résistant comme le cuir, pour
cochers, vendus avec 20 % de
rabais du prix marqué de la fa-
brique d'Edimbourg.
S'adresser au
magasin de caoutchouc,
place Grand St-Jean 3,
Lausanne.
PENSION-FAMILLE
6096. Mmes Michot, Nyon,
ouverte depuis le 1^{er} novembre.

SCHWYZ & BERNE 1891

167 illustrations représentant les fêtes du VI^e cen-
tenaire de la Confédération et de la fondation de la ville
de Berne, en gravures et en paroles.

Prière de ne pas confondre avec l'ouvrage contenant
les discours des fêtes, paraissant à Berne.
Le cadeau le plus joli et le plus convenable pour Noël et Non-
vel-An, est incontestablement l'ouvrage de luxe représentant ces
deux fêtes, par la plume et le dessin, sous une forme
riche et digne. Ce livre patriotique paraîtra dans le courant du mois
et contiendra:
1° Une magnifique couverture portant, en lettres dorées et ornées des
armoiries de la Confédération, de Zähringen et de Berne, le titre:
Publiums-Fest-Album Schwyz & Bern, 1191, 1291, 1891.
2° Une préface introduisant sur les deux fêtes et les spectacles.
3° La lettre d'alliance de 1291.
4° Le discours officiel de la fête par le président de la Confédération, M.
Weli.
5° En magnifiques phototypies, Messieurs les conseillers fédéraux, enca-
drés des 22 cantons cantonaux.
6° Les deux comités d'organisation des fêtes de Schwyz et Berne.
7° Les portraits des poètes et compositeurs des représentations des fêtes
à Schwyz et Berne, ainsi que celui de M. Marti, chapelain de la garde
à Rome, prédicateur officiel des fêtes à Schwyz.
8° L'avers et le revers des deux médailles officielles des fêtes.
9° Une vue générale de Schwyz avec les deux Mythen.
10° 9 belles gravures (grand in-quarto) et reproductions phototypiques
des représentations de la fête de Schwyz, entr'autres la danse du
camp des Bourguignons.
11° Les portraits des principaux acteurs des représentations (en costume)
: Helvétia, Arnold Reding, duc Charles le Téméraire, duchesse
Johanna de Savoie, Hans Waldmann, Pestalozzi, etc., etc.
De ces principaux acteurs des fêtes de Schwyz, il n'existe pas de
photographies: ces portraits (format cabinet) ont été faits tout exprès
pour cet ouvrage.
12° L'Hôtel-de-Ville à Schwyz.
13° Les textes des représentations à Schwyz et Berne.
14° 33 vues d'après photographies originales de villes, villages et par-
ties de montagnes, etc., de toute la Suisse.
15° 48 vues de la ville fédérale, des édifices publics, de toutes les fon-
taines historiques, de rues, du nouveau palais fédéral avec le futur
parlement, de la tour achevée de la cathédrale, etc., en un mot toute
la nouvelle Berne.
16° 6 belles gravures et phototypies des représentations de la fête de
Berne.
17° Un tableau du cortège de la fête (avec les ours vivants dans la cage).
18° Les principaux acteurs, en costume, de la représentation de la fête
de Berne: Helvétia, la Berna, Berchtold de Zähringen, Adrien de
Ruhenggen, de Hallwyl, le général d'Erlach, Baselwind, l'avoyer de
Steiger, le porte-drapeau de l'Helvétia, etc., etc.
19° Le cortège complet de la fête de Berne, avec programme.
Tous les portraits et vues des représentations des fêtes sont repro-
duits d'après des photographies originales en phototypie par le cé-
lèbre atelier de phototypie de J. Brunner, Winterthur (Brunner &
Hauser, à Zurich, successeurs).
Ce splendide album sera surtout agréable aux Suisses à l'étranger.
Le prix en est fixé à fr. 29, en prévision d'un grand nombre d'amateurs.
L'ouvrage complet sera également livré moyennant
des versements mensuels de 4 fr.
De même on pourra recevoir séparément l'album de Schwyz ou celui
de Berne, contenant chacun 8 gravures artistiques, au prix de fr. 10
pièce, avec une couverture de luxe.
Institut suisse de réclame et de librairie,
E.-A. Wüthrich, Aarau,
libraire-éditeur.
n°3919-6399

NB. On peut souscrire par carte postale directement chez l'éditeur.

Librairie H. TREMBLEY, Corratierie 4, GENEVE

LE CUISINIER

A LA BONNE FRANQUETTE
par Mique GRANDCHAMP
Maître d'hôtel.

NOUVELLE ÉDITION
revue, corrigée avec soin et augmentée.

Un bon cuisinier vaut dix médecins.
RASPALE

La découverte d'un mets nouveau
fait plus pour le genre humain que
la découverte d'une étoile.
BRILLAT-SAVARIN

Un gros volume de plus de 1000 pages
rellié toile rouge. — Prix: 4 fr.

AVIS

L'administration de la cavalerie fédérale
serait disposée à remettre pour l'année 1892
un certain nombre de chevaux à des parti-
culiers qui fourniraient une garantie suffi-
sante pour l'entretien et le soin de ces chevaux.

Les personnes désireuses d'acquiescer à un ou
plusieurs chevaux sont priées de s'adresser
au bureau du chef de l'arme de la cavalerie,
à Zurich, où elles pourraient recevoir com-
munication des conditions d'acquisition ainsi
que toute autre explication qu'elles pourraient
désirer.

ZURICH, décembre 1891.
Le Chef de l'arme de la Cavalerie.

Le Plus fin Rasoir anglais en acier d'argent éboulé est
vendu avec garantie à frs. 2.50. Il prend la plus
forte barbe avec facilité. Echange admis dans les 8
jours. — Affiliés élastiques à frs. 2.50.

Ch. Imhoff, coiff.-parf., place St-François, Lausanne. n°3500q-6405

Nous avons l'avantage de porter à la connaissance de notre
clientèle et au public en général qu'à partir du 1^{er} octobre nous
avons affermé toute la publicité du

Journal suisse des Boulangers & Confiseurs
Organe officiel obligatoire de
l'Association générale suisse des Boulangers et Confiseurs.

Schweizerische Bäcker & Conditoren Zeitung
officielles obligatoires organ
des Allgem. Schweiz. Bäcker & Conditoren Verbandes,
paraissant tous les samedis à la Chaux-de-Fonds. — Dès le pre-
mier courant, toutes les annonces destinées à cette publication
doivent donc être adressées exclusivement à notre maison.
Cette publication professionnelle hebdomadaire offre une ex-
cellente publicité dans toute la Suisse. Sans augmentation de
prix, les Annonces et Réclames paraissent dans l'édition fran-
çaise et l'édition allemande.

TARIF D'INSERTION
Annonces, d'origine suisse, la ligne ou son espace, 15 cent.
Réclames, 30.
Nous profitons de l'occasion pour rappeler que notre agence
se charge, aux meilleures conditions, de l'expédition d'annonces
à tous les journaux, tant du pays que de l'étranger.

Société anonyme de l'agence de publicité
HAASENSTEIN & VOGLER
24, Place Palud LAUSANNE Place Palud 24
Montreux, Vevey, Sion, Genève, etc., etc.

ORFEVREURIE CHRISTOFLE

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889
DEUX GRANDS PRIX
LA MARQUE DE FABRIQUE

Sans nous préoccuper de la concurrence de prix qui ne peut nous être
faite qu'au détriment de la qualité, nous avons constamment maintenu la
perfection de nos produits et sommes restés fidèles au principe qui a fait
notre succès:
Donner le meilleur produit au plus bas prix possible.
Pour éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur, nous avons
maintenu également: l'unité de qualité,
celle que notre expérience d'une industrie que nous avons créée il y a
quarante ans, nous a démontrée nécessaire et suffisante.
La seule garantie pour l'acheteur est de n'accepter comme sortant de
notre Maison que les objets portant la marque de fabrique ci-contre et le
nom **CHRISTOFLE** en toutes lettres. **CHRISTOFLE & Co.**

et le **CHRISTOFLE** en toutes lettres.
Seules garanties pour l'acheteur.

COUVERTS CHRISTOFLE
ARGENTÉS SUR MÉTAL BLANC

CHOCOLAT KOHLER
LAUSANNE (SUISSE)

LA SUISSE
SOCIÉTÉ D'ASSURANCES SUR LA VIE, FONDÉE EN 1858
Siège social: LAUSANNE, rue du Midi 3.

En échange de la renonciation aux bénéfices, la Compagnie remet
aux nouveaux assurés, sans augmentation de primes, une po-
lice d'assurances contre les accidents, ensuite de laquelle, suivant la
combinaison choisie, le capital est payé à double en cas de décès par
accidents.
Pour renseignements, prospectus, etc., s'adresser à la Direction, rue
du Midi 3, à Lausanne. 1647

CHOCOLAT
NÉCESSAIRE D'OR
L'Exposition Universelle, Anvers 1885

SUCHARD
NEUCHÂTEL, Suisse.
Médaille d'Or
Exposition universelle
Paris 1889.

HUITRES
fines d'Arcachon, exp. du parc,
100 pel., 72 moy. ou 48 gr., l' de
port, c^{te} mandat, 3 fr. 50, à Ch.
DESPIJOLS, à Arcachon (Giron-
de), France. n°499x-3772

GANTS & LANIÈRES
pour frictions sèches
DU DOCTEUR MONOD
Gants, lanières et brochure, 10 fr.
Franco dans toute la Suisse.

PHARMACIE DE LA POSTE
LAUSANNE

PAPIER FAYARD & BLAYN
Supérieur pour guérir RHUMES, IRRITATIONS DE POITRINE, RHUMATISMES,
DOULEURS, LUMBAGO, BLESSURES, PLAIES. — Topique excellent contre ORZES,
CEILS DE PÉRIODIS. — dans toutes les Pharmacies (exiger notre signature).

ASILE ET MAISON DE SANTÉ
Bellevue près Neuveville (cant. de Neuchâtel)
Soins assidus, vie de famille. 158

POUDRES DÉPURATIVES
DE MONSIEUR LE
DOCTEUR J. U. HOHL DE BÂLE
REMÈDE INFAILLIBLE, GARANTI PAR UNE PRATIQUE DE QUARANTE ANS.

Ce médicament facile à prendre, guérit inmanquablement toutes
espèces d'éruptions de la peau, de maladies vénériennes
et cancéreuses, de dartres et de plaies aux jambes. Il est
de plus excellent contre les scrofules si dangereuses, les maux
d'yeux, d'oreilles, de nez, etc. chez les enfants.

De nombreuses attestations de personnes guéries, des certificats de médecins et
de personnages appartenant à nos plus hautes autorités, sont tenus à la disposition
de tous les gens désirant en prendre connaissance.

◆ Prix de la boîte fr. 1.55 ◆
Toute boîte porte comme marque de fabrique, protégée par
la loi, la signature de l'inventeur J. U. HOHL, Docteur.

En vente dans les pharmacies M. Grandjean et H. de Giez, Lausanne;
pharm. Archinard, U. Fontannaz, Cossonay; pharm. Peter, Annonce;
pharm. Addor, Vallorbes; pharm. H. Golz, Ste-Croix; pharm. S.
Demiéville, Bière, M. E. Rapin, pharmacie, Montreux, et dans toutes les
autres pharmacies. n°767q-1514

Après Pâques

[6412] on aimerait placer, dans
une bonne famille, pour appren-
dre le français, une fille de 16
ans, ayant fréquenté de bonnes
écoles.

On désire occupation dans un
magasin de mercerie et quincai-
lerie.

S'adresser sous initiales B 13654
L, à l'agence de publicité Haas-
enstein & Vogler, Lausanne.

PENSION CHERCHÉE

[6359] chez un médecin de
campagne dans le canton de
Vaud, pour un monsieur malade.
Offres détaillées à M. Demont,
Petits Délices, Genève.

ON CHERCHE

[6411] une institutrice française,
diplômée et très capable. S'adres-
ser pensionnat Mennerich, Lausanne.

VENTE DE MAISON

aux Escaliers-du-Marché.
Le jeudi 17 décembre
courant, à 2 heures après midi,
dans la salle de la Justice de Paix
de Lausanne, l'honorable M. Ch.
André-Louis Nicole vendra
aux enchères publiques la mai-
son et dépendances qu'elle
possède aux Escaliers-du-Marché.
Les conditions très avan-
tageuses déposées au bureau des
notaires Gaulis & Moret, à
Lausanne. 6284

VENTE DE VIGNES

Le jeudi 17 décembre
courant, à 2 heures après midi,
dans la salle de la Justice de Paix
de Lausanne, l'honorable M. Ch.
André-Louis Nicole vendra
aux enchères publiques les vi-
gnes qu'elle possède à la Va-
chère, en Chissiez et aux Mon-
quines.
Conditions très avan-
tageuses déposées en l'étude des no-
taires Gaulis & Moret, à
Lausanne. 6283

A VENDRE

MACULATURE
(JOURNAUX)
20 cent. par kilo.
Agence de publicité
Haasenstein & Vogler
24, Place Palud 24.

A LOUER

[6072] pour le 24 juin 1892, un
magasin situé dans le meilleur
quartier de la ville.
S'adresser Hoirs Winandy,
Bourg 31.

A LOUER A VEVEY

[5881] de suite, bel apparte-
ment meublé, de 8 à 9 pièces
(1^{er} étage), bien situé, au centre de
la ville. Jouissance d'un balcon et
d'un jardin.
S'adresser à l'agence de publi-
cité Haasenstein & Vogler,
Lausanne, sous C 12390 L.

A LOUER

[6294] pour le 15 décembre la
campagne d'ANTANIS, à
Pierrefort, composée de
12 pièces, écurie, jardin et dépen-
dances. Belle vue sur le lac et les
Alpes. S'adresser à MM. Girard
et Brandt, à Vevey, place St-François 6, Lausanne.

A REMETTRE

[6297] pour le printemps pro-
chain un
magasin de modes
situé à Fribourg et jouissant d'une
bonne clientèle. Conditions favo-
rables. S'adresser à l'agence de
publicité Haasenstein & Vo-
gler, à Fribourg, sous H 14521.

PHOTOGRAPHIE

la plus ancienne du Littoral
[6395] 18 médailles d'or et d'ar-
gent, 3 diplômes royaux, éditeur
des vues de Cannes, Nice, Mon-
aco, etc. Etude artistique, 6 mille
clichés numérotés, peu de loyer,
à remettre de suite
pour cause de santé. On acceptera
offre raisonnable. S'y adresser,
rue Hoche 3, Cannes, A. M.
France.

PERDU

[6398] dimanche dernier une
petite montre noire, sur le
chemin du Valentin à l'Eglise an-
glaise. La rapporter contre récom-
pense à l'agence de publicité
Haasenstein & Vogler, Lau-
sanne, sous H 14518 L.

M. et Mme Henri Dubuis
et leurs enfants, Mmes Zélie
et Cécile Manton, MM. Au-
guste et Benjamin Manton et
leurs familles ont la profonde
douleur de faire part à leurs
amis et connaissances du
nouveau deuil cruel qui vient
de leur frapper en la personne
de leur chère mère, belle-
mère et grand-mère
Félicie MANTON
burlesque à Marnand, décédée
subitement à Vevey le 8 dé-
cembre courant, dans sa 67^e
année.
L'ensevelissement aura
lieu à Vevey le vendredi 11
décembre. Culte à 4 1/2 h.
Départ de la maison mor-
tuaire, rue du Centre 12, à
2 heures.
Le présent avis tient lieu
de faire-part.

CHERCHÉE

Une bonne française, év. musi-
cienne, avec de bons certificats,
pour 1^{er} janvier 1892.
Lamprecht, fabricant,
Sossnowice (Russie). 6362

AIDE POSTALE

6420. On cherche à placer une
jeune fille de 17 ans (Zürichoise),
connaissant le service de
poste et télégraphie, dans un
bureau de poste de la Suisse fran-
çaise, comme aide privée.
S'adresser à M. Straub, chef
de bureau, à Zurich.